VI

Rayonnement du syndicalisme révolutionnaire

La C.G.T. fut essentiellement un mouvement d'ouvriers d'industrie. Nous regroupons ici les textes qui témoignent de son influence chez les paysans et les fonctionnaires à l'époque de l'apogée du syndicalisme révolutionnaire en France.

Nous publions ensuite quelques extraits qui concernent les mouvements révolutionnaires étrangers qui eurent une parenté avec la C.G.T. et peuvent témoigner de son rayonnement. Naturellement tout choix est arbitraire, et nous aurions pu tout aussi bien faire figurer ici des écrits japonais, russes ou sud-américains.

DANS LES MILIEUX ÉTRANGERS A LA CLASSE OUVRIÈRE

1. Aux travailleurs de la terre !

Ce texte est une brillante paraphrase de la Parabole de Saint-Simon. On peut l'attribuer à Émile Guillaumin, écrivain paysan et révolutionnaire, auteur de *La Vie d'un Simple* et rédacteur du *Travailleur de la Terre*.

Camarades, depuis des années et des années, depuis des siècles et des siècles, nous sommes courbés du matin au soir vers la terre, sans réfléchir à notre sort, sans regarder autour de nous, persuadés d'ailleurs qu'on ne peut faire autrement que de se donner une peine immense pour manger un morceau de pain !

Si, au lieu de nous éreinter de la sorte, nous avions parfois levé la tête, si nous nous étions demandé qui profitait de notre travail et s'il était juste de se donner tant de mal pour d'autres, il y a longtemps que nous aurions trouvé le remède à notre malheureuse situation.

Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire ; posons-nous donc ensemble cette question et répondons-y franchement.

Qui produit le blé, c'est-à-dire le pain pour tous ? Le paysan !

Qui fait venir l'avoine, l'orge, toutes les céréales ? Le paysan !

Qui élève le bétail pour procurer la viande ? Le paysan !

Qui élève le mouton pour procurer la laine ? Le paysan !

Qui produit le vin, le cidre, etc. ? Le paysan !

Qui nourrit le gibier ? Le paysan !

En un mot, c'est au paysan que la société est redevable de la nourriture, de la boisson, des habits. Vous produisez tout. Que produit votre fermier général ou votre propriétaire ? Rien.

Et pourtant qui mange le meilleur pain, la meilleure viande ? Qui porte les plus beaux habits ? Qui boit le Bordeaux et le Champagne ? Qui profite du gibier ?

Le bourgeois !

Qui s'amuse et se repose à volonté ? Qui prend tous ses plaisirs ? Qui fait des voyages d'agrément ? Qui se met à l'ombre l'été, à côté d'un bon feu l'hiver ?

Les bourgeois !

Qui se nourrit mal ? Qui boit rarement du vin ! Qui travaille sans discontinuer ? Qui se brûle l'été et se gêle l'hiver ? Qui a bien des misères et bien des peines ?

Le paysan !

Bien plus : les travailleurs des champs sont souvent raillés, insultés, tournés en ridicule par ceux-là mêmes qui vivent dans l'oisiveté et font la noce à leurs dépens. Les bourgeois, en effet, jugent les paysans sur les apparences extérieures et se moquent d'eux parce qu'ils ont de grosses mains contrefaites par le travail, gercées et crevassées l'hiver, parce qu'ils ont souvent le dos voûté et qu'ils regardent constamment la terre, et surtout parce que, n'ayant pas l'habitude de la société, ils sont timides et s'expriment mal.

Camarades des campagnes, nous sommes petits parce que nous nous courbons devant les riches : redressons-nous une bonne fois et nous nous apercevrons que nous sommes plus grands qu'eux ! Ayons conscience de notre force et de notre utilité ! Nos camarades des mines, des usines et des ateliers nous ont montré le chemin ; ils n'attendent que notre organisation, qui sera une force immense, pour marcher de l'avant : ne les faisons pas attendre davantage ! Eux aussi souffrent, eux aussi ont des misères et des peines injustifiées, du fait des capitalistes exploiteurs. Le jour n'est peut-être pas éloigné où nous pourrons nous unir tous pour conquérir notre part de bien-être, notre part de bonheur.

Camarades des campagnes, réfléchissons bien à ceci :

Si, demain, tous les cultivateurs disparaissaient, qu'arriverait-il infailliblement ? Une famine générale, une misère atroce, la mort probable en peu d'années d'une bonne partie des restants.

Et si demain tous les Messieurs disparaissaient... Il est bien permis de supposer que rien n'en irait plus mal et qu'au contraire l'humanité pousserait un immense soupir de soulagement. Et nous, cultivateurs, nous n'aurions plus à entretenir des oisifs menant la vie large, plus d'oppresseurs pour nous tenir sous un joug de fer, plus de tyrans grossiers nous insultant sans motif. Conséquence, beaucoup plus de liberté, plus de bien-être, beaucoup moins de travail.

Et pourtant, nous ne désirons la disparition de personne, mais nous désirons ardemment voir arriver le jour où tout le monde sera obligé de travailler pour vivre, où il

n'y aura plus d'exploiteurs ni d'exploités, où l'on ne verra plus le luxe de quelques-uns échafaudé sur la misère de tous.

Cela viendra sûrement : ce sera le couronnement de notre œuvre.

En route pour le grand but, Camarades, et ne nous laissons pas abattre par les difficultés qui viendront entraver notre marche.

Vive l'émancipation des Travailleurs !

Le Syndicat.

Manifeste du Syndicat des Cultivateurs de Bourbon-l'Archambault (Allier), in M. BERNARD, *Le Syndicalisme paysan dans l'Allier*, Montluçon, 1910.

2. Objections anarchistes au syndicalisme des fonctionnaires

Les postiers comme les instituteurs ont subi en 1907-1908 la répression de Clemenceau : révocations et poursuites devant les tribunaux. Aussi l'auteur de ce texte s'est-il plus ou moins abrité derrière un pseudonyme. Il veut réfuter les oppositions ouvriéristes à l'affiliation des petits fonctionnaires à la C.G.T.

Dans la grande et décisive bataille que sera la Révolution ouvrière, il faudra prendre parti, être pour ou contre le prolétariat ; il n'y aura pas de milieu.

Il faudra être d'un côté ou de l'autre de la barricade et ceux qui se trouveront entre les deux partis en présence seront précisément les plus exposés aux pruneaux des adversaires. Il faudra marcher nous-mêmes à la bataille, non par crainte des représailles des vainqueurs, mais par dignité

corporative et individuelle et consciemment, parce qu'alors nous aurons la conviction — œuvre des événements plus que de la propagande théorique — que ce sera pour nous-mêmes comme pour tous que nous travaillerons et que nous serons les bénéficiaires, au même titre que les autres prolétaires, de la société nouvelle que nous aurons contribué à édifier.

Donc, loin de nous opposer à l'édification de la société ouvrière, notre intérêt et notre dignité nous commandent d'y apporter notre pierre et notre effort.

Mais sommes-nous capables de cet effort et aptes à jouer un tel rôle ?

Beaucoup de syndicalistes en doutent. Le camarade Beaubois, entre autres, dans divers articles parus en 1905 dans *L'Avant-Garde*, les *Pages libres* et *Le Mouvement socialiste*, expose les raisons qui le portent à croire que les salariés de l'État en général et les agents des Postes en particulier sont inaptes à jouer un rôle dans le syndicalisme et incapables de tout sentiment et de tout effort révolutionnaires. Il voit deux facteurs qui concourent puissamment à faire d'eux des éléments conservateurs de l'ordre social : ce sont les conditions économiques dans lesquelles ils vivent et la mentalité du milieu.

Je ne conteste rien de la valeur de cette argumentation. Les agents des Postes sont pour la plupart des demi-satisfaits. Ils sont à l'abri du chômage et sont assurés d'une retraite à la fin de leur carrière. Ils se laissent vivre tranquillement et attendent patiemment, non de leurs efforts propres, mais de la bienveillance des gouvernants et des parlementaires, l'amélioration de leur sort.

Cette quiétude économique n'est guère un stimulant pour la lutte corporative et l'action revendicatrice.

Quant à la mentalité collective, elle est la conséquence de cette situation économique elle-même. Mesquines et basses, sinon stupides et dégradantes, sont les préoccupations et les distractions de la masse de nos camarades : manilles abêtissantes et interminables concours du *Petit Parisien* ou de *La Petite République*, courses et paris

mutuels, apéritifs et sports. Aucune préoccupation élevée ne se manifeste chez eux ; ils ne pensent même pas, lisent des yeux sans arrêter leur esprit. Ils accueillent avec indifférence les mesures arbitraires et draconiennes du gouvernement et se f...outent de la question syndicale comme de leur première culotte. C'est la mentalité de la petite bourgeoisie dont les fonctionnaires sont en grande partie les résidus et les déchets, et dont ils ont conservé tous les travers et toutes les tares.

Je suis d'accord avec Gabriel Beaubois sur ces deux points. C'est la vérité même. Mais outre que tout cela n'est vrai que pour la masse amorphe — le phénomène analogue s'observe dans toutes les corporations —, il ne faut pas oublier qu'outre les deux facteurs précédents, il y en a deux autres non moins importants et qui ont une certaine valeur révolutionnaire : la propagande et les circonstances.

Que la propagande individuelle ou collective ait une influence sur la masse, cela est indéniable ; sinon à quoi servirait-il de la faire ?

Certes elle est lente ; mais un propagandiste réfléchi n'est pas sans savoir qu'elle est une œuvre de patience et de longue haleine, que les résultats qu'il doit en attendre ne sont pas immédiats, qu'ils sont toujours tardifs et que ce n'est pas par miracle que la moisson jaillit du sol ensemencé, mais par un travail mécanique, sourd et lent de la matière organisée.

Quant aux circonstances, elles bouleversent les situations et changent les mentalités et ceux des salariés de l'État plus favorisés, qui se laissent vivre béatement dans la certitude du lendemain, changeraient vivement d'attitude si une catastrophe financière ou une guerre sérieuse menaçait soudain la stabilité de leur situation économique.

Je persiste donc à croire, en me plaçant à un point de vue pratique, malgré les apparences du moment et les conclusions rigoureuses de l'examen économique et psychologique du milieu qu'en des circonstances favorables qui ne peuvent manquer de se produire, les salariés de l'État

et tout particulièrement les postiers, de par la force formidable que leur donne leur fonction, auront un rôle décisif à jouer dans la lutte ouvrière et que leur entrée en ligne décidera probablement de la victoire ou tout au moins y contribuera puissamment.

Karl AEGEL (Ch. Le GLÉO), *Les Agents des Postes et le syndicalisme*, Paris, L'Émancipatrice, s. d. [1907], pp. 6-7.

3. Manifeste des instituteurs syndicalistes (décembre 1905)

Les instituteurs se sont heurtés à la volonté gouvernementale d'empêcher leur adhésion à la C.G.T., et par suite de briser leur syndicat, quand celle-ci fut réalisée. Les révolutionnaires ouvriers et même ouvriéristes avaient un grand respect des instituteurs qui n'avaient pas encore envahi le monde du socialisme parlementaire à la différence des médecins et des professeurs. Le manifeste de 1905 a été rédigé par les fondateurs du syndicat dont beaucoup étaient membres des « Amicales », mais celles-ci rompirent avec lui, quand il s'affilia à la C.G.T. en 1908.

Pendant la guerre, le Syndicat des Instituteurs fut rapidement minoritaire et lutta contre l'Union sacrée. Sous la forme de la Fédération de l'Enseignement, il passa à la C.G.T.U. pour y défendre bientôt des positions soit syndicalistes-révolutionnaires, soit trotskystes. Les dirigeants « amicalistes » adhérèrent alors à la C.G.T.

Considérant qu'il est établi qu'aucun texte de loi ne dénie formellement aux instituteurs le droit de former des syndicats ;

Que, d'autre part, il n'est pas exact d'affirmer qu'il y ait une jurisprudence contre les syndicats d'instituteurs ;

Attendu qu'il s'est constitué, aussitôt après la promulgation de la loi de 1884, un syndicat des membres de l'enseignement, et, plus récemment, plusieurs syndicats

d'instituteurs, sans que l'autorité judiciaire s'en soit émue, et que les poursuites contre les associations syndicales d'instituteurs n'ont commencé que sur l'injonction du pouvoir exécutif ;

Considérant cependant que si ni la loi ni la jurisprudence n'interdisent aux associations d'instituteurs la forme syndicale, elles ne la leur reconnaissent pas formellement non plus ;

Et qu'il appartient dès lors au pouvoir législatif d'en décider ;

Considérant qu'un projet de loi ayant cet objet est en instance devant le Parlement et qu'il doit venir prochainement en discussion ;

Les instituteurs syndicalistes croient devoir, dans le but d'éclairer l'opinion publique et le pouvoir législatif sur ce qu'ils se proposent en recherchant la forme syndicale, faire la déclaration suivante :

« Si l'on admet qu'il soit dans la nature des choses et de l'intérêt supérieur de l'État que la capacité syndicale soit refusée aux agents qui détiennent une portion de la puissance publique, on ne saurait s'en prévaloir pour refuser aux instituteurs le droit de se constituer en syndicats. Notre enseignement n'est pas un enseignement d'autorité. Ce n'est pas au nom du gouvernement, même républicain, ni au nom de l'État, ni même au nom du Peuple français que l'instituteur confère son enseignement : c'est au nom de la vérité. Les rapports mathématiques, les règles de grammaire, non plus que les faits d'ordre scientifique, historique, moral qui le constituent, ne sauraient dès lors être soumis aux fluctuations d'une majorité.

« Il découle de ces principes que le corps des instituteurs a besoin de toute son autonomie, et les instituteurs eux-mêmes de la plus large indépendance. Or, cette autonomie du corps enseignant primaire et cette indépendance de ses membres ne peuvent être pleinement réalisées que par la constitution en syndicats des associations professionnelles d'instituteurs.

« Les instituteurs syndicalistes croient, d'autre part,

être dans le sens de l'évolution républicaine en réclamant pour leurs groupements corporatifs la forme syndicale, comme étant la seule qui convienne à l'organisation démocratique de l'enseignement primaire qu'ils sont résolus à poursuivre.

« Les instituteurs sont, en effet, décidés à substituer à l'autorité administrative, qui avoue son impuissance devant les ingérences politiques, et aux influences politiques auxquelles ils ont été jusqu'ici obligés d'avoir recours pour corriger les injustices administratives, la force syndicale.

« Les instituteurs réclament la capacité syndicale pleine et entière. Toutefois, il est profondément injuste d'affirmer que leur préoccupation soit de conquérir le droit de grève. C'est, ils y insistent, dans une pensée d'organisation républicaine qu'ils demandent au pouvoir législatif de leur reconnaître la capacité syndicale.

« C'est, enfin, pour des raisons morales de l'ordre le plus élevé que les instituteurs réclament le droit de se constituer en syndicats : ils veulent entrer dans les Bourses du Travail, ils veulent appartenir à la Confédération générale du Travail.

« Par leurs origines, par la simplicité de leur vie, les instituteurs appartiennent au peuple. Ils lui appartiennent parce que c'est aux fils du peuple qu'ils sont chargés d'enseigner.

« Nous instruisons les enfants du peuple, le jour. Quoi de plus naturel que nous songions à nous retrouver avec les hommes du peuple, le soir ? C'est au milieu des syndicats ouvriers que nous prendrons connaissance des besoins intellectuels et moraux du peuple. C'est à leur contact et avec leur collaboration que nous établirons nos programmes et nos méthodes.

« Nous voulons entrer dans les Bourses du Travail pour y prendre de belles leçons de vertu corporative, et y donner l'exemple de notre conscience professionnelle.

« Nous avons, de la forme syndicale, la plus haute conception. Le syndicat ne nous apparaît point créé uniquement pour défendre les intérêts immédiats de ses

membres, mais il nous semble qu'il doit se soucier autant de rendre plus profitable à la collectivité la fonction sociale que ses membres remplissent.

« Les syndicats doivent se préparer à constituer les cadres des futures organisations autonomes auxquelles l'État remettra le soin d'assurer sous son contrôle et sous leur contrôle réciproque les services progressivement socialisés.

« Telle est la conception syndicale que nous voulons porter dans les Bourses du Travail. Et telles sont les raisons, d'ordre théorique et d'ordre pratique, pour lesquelles nous demandons au pouvoir législatif de reconnaître aux associations professionnelles d'instituteurs la capacité syndicale.

« En attendant nous engageons tous les instituteurs syndicalistes à adhérer aux syndicats déjà existants. »

M.-T. LAURIN (Tortillet), *Les Instituteurs et le syndicalisme*, Paris, M. Rivière, 1908, pp. 52-55.

4. Manifeste des instituteurs syndiqués (15-16 septembre 1912)

Dans la situation de combat entre les instituteurs syndiqués et le gouvernement, celui-ci voulut pour en finir utiliser les décisions du congrès de Chambéry de 1912 et notamment la fondation d'un *Sou du Soldat*, caisse d'entraide aux syndiqués accomplissant leur service militaire. Le manifeste qui suit, dit de Chambéry, où les instituteurs veulent se justifier, fut considéré par la droite comme l'expression d'un antipatriotisme intolérable.

On a tant parlé de nous dans les journaux de toutes nuances depuis le fameux congrès de Chambéry, on a accumulé de si grossières inexactitudes et de telles contradictions, que nous jugeons indispensable de mettre les choses au point. Une déclaration nette, loyale, sera de

nature, espérons-le, à désarmer les personnes consciencieuses, dont le jugment seul nous importe.

On nous reproche, semble-t-il, trois votes du Congrès. Voici les résolutions adoptées :

1° Sou du Soldat

Afin de maintenir les relations existantes entre les camarades syndiqués soldats et leur groupement, il est institué dans chaque syndicat une œuvre spéciale dite Sou du Soldat, destinée à leur venir en aide moralement et pécuniairement.

Dans les Bourses du Travail où existe le Sou du Soldat, les Syndicats devront adhérer à cette organisation.

2° Pour la C.G.T.

Dès l'ouverture de sa séance publique, le congrès des syndicats d'instituteurs adresse aux camarades ouvriers, groupés dans la C.G.T., l'expression de sa vive sympathie pour l'effort de libération et d'éducation qu'ils y poursuivent. Les instituteurs suivent avec une attention passionnée la lutte quotidienne menée par la classe ouvrière pour améliorer son sort et défendre sa dignité ; partageant ses angoisses et ses espoirs, ils sont fiers de militer dans ses rangs et se déclarent une fois de plus solidaires de tous les salariés unis sous le drapeau de la C.G.T.

3° Pour Rousset

La F.N.S.I. réunie en congrès à Chambéry envoie son son salut fraternel à l'héroïque Rousset ainsi qu'à toutes les victimes enfermées dans les geôles capitalistes et déclare approuver entièrement la généreuse campagne entreprise par le Comité de défense sociale.

Avons-nous donc tenu un langage sacrilège ?

Nous avons créé le « Sou du Soldat » pour servir nos bulletins professionnels et quelques trop rares pièces de cent sous à nos camarades sous les drapeaux.

Il s'agissait d'une œuvre de solidarité et non d'une

manifestation antipatriotique, ni même antimilitariste. Si nous le répétons, ce n'est nullement dans la crainte de prendre nos responsabilités, mais parce que nous voulons dire ce qui est vrai.

Le gouvernement laisse les cléricaux enseigner dans leurs cercles et patronages la haine du régime républicain ; il fait poursuivre et condamner les ouvriers syndicalistes qui accompagnent leurs envois d'argent de circulaires recommandant aux soldats de ne jamais tirer sur leurs frères en grève. Mais à nous, que veut-on ? Quel acte délictueux peut-on nous reprocher ?

Les instituteurs syndiqués, selon l'expression de l'un de nous, Roussel, président de la Fédération des Amicales, avaient le droit d'examiner et de donner leur opinion sur le rôle de l'armée dans les conflits ouvriers, et ce n'est pas blasphémer la patrie que désirer la neutralité de cette force dans les grèves ; cette opinion, les instituteurs avaient le droit de l'exprimer comme tous les autres citoyens. Mais cette question n'a même pas été effleurée par le congrès de Chambéry.

Pourtant, puisqu'on nous fait un procès de tendance, puisqu'on nous condamne sans nous entendre sur les intentions qu'on nous soupçonne, nous n'éprouvons nulle gêne à nous expliquer catégoriquement sur le fond même de cette question du patriotisme.

Si être patriote, c'est vouloir une France toujours plus prospère, mais aussi toujours plus humaine et plus juste, eh bien, nous sommes résolument patriotes ! Mais notre patriotisme n'est pas fait de jactance, de fanfaronnade. Et nous pensons que dans les autres nations, il y a, comme chez nous, des hommes de bonne foi et d'esprit droit qui sont patriotes à notre façon ; il y a partout des ouvriers qui peinent, qui pâtissent, mais qui rêvent comme les ouvriers français d'un avenir meilleur pour l'humanité tout entière. Aussi sommes-nous résolument pacifistes : nous croyons tout proche le moment où les conflits internationaux se règleront sans effusion de sang, et par la volonté souveraine des peuples intéressés. Et nous ne

saurions trop protester contre les excitations chauvines et les manœuvres de politiciens et de financiers qui risquent à chaque instant de provoquer une conflagration générale.

Oui, nous aimons la classe ouvrière dont nous sommes réellement fiers de partager « les angoisses et les espoirs ». Il nous a donc paru naturel d'envoyer une adresse de sympathie à l'organisme qui réunit les travailleurs désireux de réaliser une société plus équitable, où le luxe révoltant de quelques-uns ne serait pas fait de la misère du plus grand nombre. Et comme nos aînés ou nous-mêmes avons déjà soutenu le capitaine Dreyfus, condamné injustement, nous avons adressé un fraternel salut à l'héroïque Rousset[1], dont l'innocence éclatera un jour prochain.

Mais ces questions — Sou du Soldat, adresse de sympathie — n'ont pas empêché le congrès des Syndicats d'Instituteurs de se consacrer à l'étude des questions professionnelles qui figuraient à l'ordre du jour. Car, malgré nos traitements dérisoires — à peine cent francs par mois pour un grand nombre d'entre nous — nous aimons notre métier par-dessus tout. Et ce ne sont pas les criailleries des réactionnaires qui nous empêcheront de nous y consacrer corps et âme. Les enfants du peuple ont droit, tout comme les petits bourgeois, à un enseignement vivant et vrai ; tous nos efforts tendent à le leur donner.

Mais encore une fois, nous ne pouvons être des éducateurs, au sens élevé du mot, que si notre liberté d'hommes et de citoyens demeure entière. La phrase de Jean-Jacques Rousseau, dont nous avons fait notre devise, nous revient à la mémoire : « Souvenez-vous, disait-il, qu'avant d'oser

---

1. Émile Rousset, orphelin et misérable, se livra au chapardage de pain et fut condamné à la prison. De ce fait, au moment du service militaire, il fut en 1908 incorporé dans les compagnies disciplinaires (Bat. d'Af.). Persécuté, il se révolta et sur une accusation mensongère fut condamné à vingt ans de travaux forcés. Les syndicalistes, appuyés par des intellectuels dreyfusards (Havet), prirent la cause en main et « l'affaire Rousset » passionna l'extrême gauche. Le jugement fut cassé et la nouvelle instruction se termina par un non-lieu.

entreprendre de former un homme, il faut s'être fait homme soi-même ». Nous avons voulu être des hommes et nous entendons être traités en hommes.

Voilà pourquoi — le seul prétexte invoqué pour nous poursuivre, l'antipatriotisme étant d'ailleurs inexistant — nous n'avons pas à nous émouvoir de l'ordre ministériel de dissoudre nos Syndicats et Sections[1]...

F. BERNARD, *Le Syndicalisme dans l'Enseignement*, tome III, Du Congrès d'Angers (1910) à la première guerre mondiale, Avignon, L'École émancipée, s. d., pp. 140-141.

DANS LE MONDE

5. Le syndicalisme révolutionnaire italien

Arturo Labriola fut le principal représentant en Italie d'un syndicalisme révolutionnaire, étroitement sorélien. Ce courant fut assez fort pour provoquer la grève générale de Milan en 1904 et fut à l'origine de scissions dans le Parti socialiste italien à partir de son congrès de Bologne (1904). Les syndicalistes le quittèrent définitivement en 1908 après le congrès de Florence et l'échec des grèves paysannes en Émilie. En Italie, les dirigeants syndicalistes étaient, non des ouvriers, mais des universitaires. Nulle part l'influence de Sorel ne fut aussi grande. Il ne faut pas confondre Arturo Labriola et son homonyme Antonio, mort en 1904, l'introducteur du marxisme en Italie et, lui aussi, comme Benedetto Croce, ami de Georges Sorel.

1. Ce manifeste de ton modéré, dit de Chambéry, répondait à une vive campagne de la grande presse et des journaux nationalistes. Il fut suivi de nombreuses révocations.

La révolution sociale n'a pas besoin d'organes extérieurs à ceux que se donne elle-même la classe ouvrière et qui sont de nature économique. Se servir d'organes autres que les organes ouvriers pour opérer l'expropriation capitaliste peut conduire à restaurer l'autorité capitaliste ; et c'est, en tout cas, perpétuer le divorce entre les producteurs et les puissances intellectuelles de la production, entre le travail vivant et le travail mort. Le parti politique et la législation sociale ne sont donc pas des éléments essentiels de la révolution socialiste. Mais nous pouvons arriver aux mêmes conclusions en partant de considérations un peu moins abstraites.

A cet effet, il convient de se demander : par quoi se décide le succès d'une révolution sociale ?

Nous avons derrière nous l'histoire de nombreuses révolutions. Et à cette question : comment une révolution triomphe-t-elle, cette histoire nous donne une réponse décisive et claire : quand la puissance sociale d'une classe est parvenue à dominer celle d'une autre classe. La croissance de la puissance sociale d'une classe, tel est le signe évident qu'on approche d'une révolution. Nous pouvons examiner la question d'un autre point de vue et porter notre attention sur les symptômes de décadence offerts par la classe jusqu'ici dominante. La nature du problème, au fond, ne change pas. Le Manifeste des Communistes examine les chances de la révolution sociale en se plaçant au point de vue de la décadence bourgeoise. Nous préférons, nous syndicalistes, nous placer au point de vue de la croissance de l'autonomie ouvrière.

Nous éviterons ainsi quantité d'oiseuses discussions relatives à l'hypothétique krach capitaliste. La production se concentre-t-elle, oui ou non, la richesse capitaliste met-elle fin ou non aux crises, la misère des masses va-t-elle croissant ou non ? Voilà des questions que nous, syndicalistes, refusons de discuter. Pour nous, le processus de la révolution sociale suit une autre voie. Nous n'avons qu'un mince intérêt pour les discussions byzantines relatives aux forces qui sollicitent le régime capitaliste, en dehors du

mouvement ouvrier. Ces discussions nous peuvent intéresser en tant qu'intellectuels, non en tant que militants.

Mais à la question : où est le signe qu'une classe sociale monte à la puissance, l'histoire donne des réponses variées, selon la classe dont il s'agit. Ainsi il est évident que l'ascension bourgeoise s'est manifestée par d'autres phénomènes que l'ascension ouvrière. L'examen de la formation historique du capitalisme nous montre que la puissance de la bourgeoisie a crû en raison directe de l'enrichissement de chaque bourgeois. La richesse individuelle des capitalistes est le fondement de la puissance sociale et politique de la bourgeoisie. En termes plus explicites : c'est lorsque les bourgeois furent devenus beaucoup plus riches que les nobles ou que la bureaucratie royale qu'ils furent en état d'imposer leur direction à la société.

Ce conflit entre les rapports de propriété et les forces productives que le Manifeste des Communistes posait à la base de toute révolution sociale, devient pour nous le conflit entre la puissance sociale d'une classe et celle de la classe dominante. Il s'agit seulement de savoir comment la classe ouvrière peut parvenir à la puissance et détruire le régime capitaliste sans compromettre les acquisitions de ce régime. Ce n'est pas évidemment par l'enrichissement de chaque travailleur. La puissance de la classe ouvrière ne peut être qu'une puissance associée et indivisible.

Le Manifeste des Communistes nous indique la voie à suivre pour résoudre le problème. « La condition essentielle, dit-il, pour l'existence et la domination de la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse entre les mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital : la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose sur la concurrence que se font entre eux les ouvriers. Le progrès industriel, dont l'instrument inconscient et docile est la bourgeoisie, substitue à l'isolement des travailleurs par la concurrence leur union révolutionnaire par l'association. Le développement même de la grande industrie détruit dans ses fondements le régime de production et d'appropriation des produits où s'appuyait

la bourgeoisie. Avant tout la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. »

L'association économique des travailleurs (syndicat) est donc conçue comme l'instrument de réalisation de la révolution sociale ; elle seule détruit la base sur laquelle repose le régime bourgeois, c'est-à-dire la concurrence des salariés ; elle seule constitue la force sociale des ouvriers. Les progrès du prolétariat, comme classe indivisible, sont les progrès de l'association des travailleurs. Voilà le lien intime et indissoluble qui rattache le « syndicalisme » au Manifeste des Communistes.

Ce qu'a été, pour la société bourgeoise, l'enrichissement personnel des particuliers, leur permettant de développer leurs aptitudes personnelles et d'acquérir les qualités intellectuelles nécessaires à une classe dirigeante, le syndicat l'est aujourd'hui pour la future cité ouvrière, — le syndicat, symbole de la force croissante de la classe prolétarienne.

Le syndicat ne grandit et ne se développe que dans les époques de prospérité capitaliste. En outre, il est une sélection d'hommes possédant des qualités techniques déterminées. D'où deux conséquences : 1º la révolution socialiste ne sera possible que dans une période de grand essor industriel (ce qui est une garantie contre la dilapidation de l'héritage capitaliste) ; 2º ceux qui prendront en mains la direction de la production posséderont les aptitudes requises : condition qui ne serait pas réalisée, si la révolution était accomplie par un « parti ».

Pour toutes ces raisons, le syndicalisme conclut que la révolution sociale ne peut être l'œuvre d'un parti ou d'une secte, mais l'œuvre des syndicats eux-mêmes.

Les partis comme éléments dissolvants du processus révolutionnaire.

Les luttes de classes ne se terminent pas toujours avec la victoire ou la soumission de la classe révolutionnaire. Il arrive souvent qu'elles se terminent « par la commune

ruine des classes en lutte » comme dit précisément le Manifeste des Communistes. Le processus révolutionnaire peut être physiologique ou pathologique, et l'on pourrait à certains signes légitimement conclure que l'action socialiste peut compromettre le développement normal de la société.

Les syndicalistes ne veulent pas appauvrir les capitalistes ou ralentir l'essor de l'industrie. Ils envisagent avec méfiance toutes les mesures, qui, sous prétexte de protection sociale, compromettent l'élan du capitalisme et frappent l'épargne. Nous ne voulons pas hériter d'une égalité dans la misère, mais le festin dont nous voulons être les convives doit être splendide, luxuriant, débordant de richesse, afin que soit assuré le sain développement des infinies énergies productrices de l'homme. Or la seule garantie d'un tel héritage est la lutte de classe elle-même, conduite par les syndicats. Nous constatons déjà que ceux-ci ne grandissent que dans les milieux économiques très prospères. Nous pouvons donc conclure que la seule garantie pour que les merveilleux fruits de la civilisation capitaliste ne soient pas perdus avec l'arbre qui les a produits, c'est une révolution sociale faite conformément aux principes syndicalistes.

Mais le Parti socialiste — rassemblement d'hommes sans qualités techniques déterminées et entre lesquels il n'y a aucune homogénéité d'intérêts matériels — grandit presque toujours pour des raisons étrangères à la puissance économique d'une société. L'expérience montre que les partis subversifs tirent leur substance et leur force de tous les éléments qui produisent ou accompagnent la décadence des sociétés : le mécontentement à l'état diffus, la misère des masses, l'incapacité des dirigeants ; c'est dire que ralentissant, pour toutes ces raisons, le développement d'une société, ils sont aussi autant d'obstacles au triomphe du socialisme. Une révolution sociale conduite par un parti politique est presque toujours une révolution de décadence.

Le parti politique tente avec des moyens artificiels d'élargir la sphère de sa propre activité. Il ne se contente

pas d'aider l'effort libérateur d'une classe organisée selon ses propres intérêts, mais il veut anticiper sur lui, et lui procurer, ainsi qu'à lui-même, des secours artificiels.

Il se fait le défenseur d'intérêts de toute nature. Il tend la main à des classes ou à des groupes en décadence et cherche à les rendre solidaires de la classe révolutionnaire, ce qui est facile, mais offre beaucoup d'inconvénients, en retardant le processus d'élimination des plus faibles. Il agit sur la législation pour épaissir les rangs de sa clientèle, promettant des faveurs de toute sorte. La législation protectrice (douanière, sociale ou fiscale) lui permet d'élargir sur tous les ailes de sa providence. Le résultat pratique de toute cette politique, c'est un grave préjudice porté à l'économie dominante et, par suite, aux classes révolutionnaires.

Le parti ne cherche qu'à s'emparer du pouvoir et à procurer des avantages à sa propre clientèle. Il conçoit le processus de la révolution — quand il s'agit d'un parti révolutionnaire — comme un processus externe. Le parti s'installe au pouvoir, par voie électorale ou par voie insurrectionnelle ; ce dernier procédé, moins sûr, est par suite moins recommandé ; et, avec la force de l'État, il soumet l'économie du pays à ses propres plans. La « conquête du pouvoir » (qui dans le Manifeste des Communistes signifie la suppression du pouvoir) est l'instrument de la révolution sociale. Au moyen de la force concentrée de l'État, on transforme tout l'ensemble des relations économiques.

L'histoire en est ancienne. Le régime que l'on instaure par une telle voie ne peut porter qu'un nom : la spoliation capitaliste. C'est le régime de l'impérialisme romain et de la Convention nationale. Tous nos compliments au socialisme « scientifique » !

Il est vrai que ces scientifistes du socialisme — souvent pour éviter de se faire spolier eux-mêmes — se bornent à l'industrie électorale.

Arturo LABRIOLA, « Syndicalisme et socialisme », trad. E. Berth, in *Le Mouvement socialiste*, 15 octobre 1906.

6. Déclaration de principe des I.W.W. (Extraits du préambule et du manifeste)

Il n'y a pas filiation directe entre I.W.W. et C.G.T. Le parallélisme entre les idées n'en a que plus d'intérêt. D'ailleurs les contacts furent rapidement assez étroits. Louzon fit l'apologie des I.W.W. dans *La Vie ouvrière* le 20 août 1910 et traduisit de larges extraits de ce manifeste (dans la version de 1905).

La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien de commun. Il ne pourra pas y avoir de paix aussi longtemps que la faim et le besoin règneront sur des millions de travailleurs tandis que quelques individus formant le patronat jouiront seuls de toutes les bonnes choses de la vie.

Entre ces deux classes une lutte est nécessaire qui durera jusqu'à ce que les travailleurs s'unissent autant sur le terrain politique que professionnel, qu'ils s'emparent des biens qu'ils produisent par leur travail et qu'ils les conservent grâce à une organisation économique de la classe ouvrière qui ne soit affiliée à aucun parti politique[1].

L'accumulation rapide du capital et la concentration du pouvoir économique en des mains de moins en moins nombreuses rend les syndicats de métiers incapables de contester le pouvoir toujours grandissant de la classe capitaliste, parce que de tels syndicats entretiennent un état de choses permettant à l'intérieur d'une même profession d'inciter telle catégorie de travailleurs à se dresser contre telle autre aboutissant ainsi à leur défaite commune dans la guerre pour les salaires. Les syndicats de métiers aident les capi-

1. En 1908, à Chicago, la référence au *politique* disparaît et le paragraphe devient : « Entre ces deux classes la lutte durera jusqu'à ce que les travailleurs du monde s'organisent en une seule classe, prennent possession de la terre et des moyens de production, en abolissant le salariat ». Les socialistes firent sécession à Detroit.

talistes à duper les travailleurs en leur donnant à croire que la classe ouvrière a des intérêts communs avec les patrons[1].

Ces tristes conditions ne peuvent être transformées et les intérêts de la classe ouvrière défendus que par une organisation formée de telle façon que tous ses membres appartenant à une même industrie, ou si nécessaire à toutes les industries, cessent ensemble le travail chaque fois qu'a lieu une grève ou un lock-out dans un secteur professionnel, en sorte qu'une agression contre un seul soit une agression contre tous.

Au lieu de la devise réactionnaire « une bonne paye quotitienne pour un bon travail quotidien » nous devrons inscrire sur notre étendard le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ! » C'est la mission historique de la classe ouvrière que d'en finir avec le capitalisme. L'armée de la production doit être organisée non seulement pour la lutte de tous les jours contre les patrons, mais pour assurer la production quand le capitalisme aura été renversé. En nous organisant par industries nous créons les structures de la société nouvelle dans la carcasse de l'ancienne[2].

. . . .

Les oppositions de métiers entretiennent l'ignorance politique parmi les travailleurs, divisant ainsi leur classe devant les urnes aussi bien que dans la boutique, la mine ou l'usine.

---

1. Ce paragraphe pose le problème de l'aristocratie du travail, celui des ouvriers qualifiés et non qualifiés. En France également, le passage du syndicat de métier au syndicat d'industrie rencontra des résistances. En juin 1894, à Saint-Junien (Haute-Vienne), à la réunion constitutive du Syndicat des Cuirs et Peaux, un artisan interpella les militants. Il ne pouvait pas comprendre « comment un gantier qui gagne cent sous par jour pourra faire société avec un mégissier qui ne gagne que trois francs... » (J. REBEYROL, *Liberticide...*, Limoges, 1895, in-8°, p. 4). C'est seulement en 1917 que la Fédération des Mécaniciens accepta la fusion avec le Syndicat national des Chemins de fer.

2. Ce paragraphe fut ajouté au manifeste en 1908.

Ces syndicats de métiers peuvent être employés et l'ont été pour aider les capitalistes à créer des monopoles et à élever les prix. Une fraction des ouvriers est ainsi utilisée pour aggraver les conditions de vie d'autres corps de travailleurs. Les oppositions de métiers retardent le développement de la conscience de classe des travailleurs, entretiennent l'idée d'une harmonie entre les intérêts des patrons exploiteurs et des esclaves exploités. Elles permettent l'association des mauvais guides des travailleurs avec les capitalistes dans les fédérations civiques qui projettent de perpétuer le capitalisme et de maintenir l'esclavage permanent des travailleurs par le moyen du salariat[1].

. . . .

Un mouvement qui remplira ces conditions [contraires à celles ci-dessus exposées] doit consister dans une grande union industrielle regroupant toutes les industries. Il doit se fonder sur la lutte de classe et sa ligne générale doit être menée en accord avec la conviction d'un conflit irrépressible entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Il doit être établi par l'organisation économique de la classe ouvrière, sans affiliation à aucun parti politique[2].

P. F. BRISSENDEN ,*The Launching of the Industrial Workers of the World* (trad. H. Dubief), Berkeley, University of California, 1913, pp. 46-48.

---

1. Ce sont les dirigeants de l'A.F.L., et personnellement Samuel Gompers, qui sont attaqués ici.

2. Les I.W.W. eurent un certain prestige dans l'ultragauche française des années 1930. Le préambule dans sa version de 1908 a été traduit et publié dans la *Correspondance internationale ouvrière* du 17 décembre 1932. Cet hebdomadaire publiait alors des études sur les I.W.W. et sur les Conseils d'action britanniques.

7. « Ne tirez pas ! »

(Appel aux soldats de " The Syndicalist ")

Ce texte a probablement été traduit par Robert Louzon. Bien que les principaux modèles de Ben Tilett et de Tom Mann soient les I.W.W. et la C.G.T., le ton est typiquement britannique. Il nous rappelle l'importance des sectes religieuses et de l'inspiration chrétienne dans tous les mouvements révolutionnaires anglais.

Hommes ! Camarades ! Frères !

Vous appartenez à une armée.

Nous aussi. Vous, à l'armée de la destruction. Nous, à l'armée industrielle, celle qui construit.

Nous travaillons dans les mines, les fabriques, les forges, les usines, les docks, etc., produisant et transportant toutes les marchandises, les vêtements, les denrées, etc., qui rendent la vie possible à tous.

Vous êtes des fils d'ouvriers.

Quand nous faisons grève pour améliorer notre sort, qui est le sort aussi de vos pères, de vos mères, de vos frères et de vos sœurs, vos officiers vous donnent l'ordre de nous assassiner.

Ne le faites pas.

Vous savez comment cela arrive et est toujours arrivé.

Nous résistons aussi longtemps que nous le pouvons. Alors un de nos (et de vos) Frères irresponsables, poussé par la vue et la pensée de la misère et de la faim qui pèsent sur lui et sur les êtres qu'il aime, commet un crime contre la propriété. Aussitôt, on vous donne l'ordre de nous assassiner, comme vous l'avez fait à Mitchellstown et Featherstone, à Belfast[1].

Ne savez-vous pas que lorsque vous avez quitté le drapeau et que vous êtes redevenu un « pékin », vous pouvez comme

1. Au cours des grandes grèves des arsenaux des ports en 1911.

nous faire grève et être assassiné comme nous par d'autres soldats ?

Enfants, n'assassinez pas !

« Tu ne tueras pas », dit la Bible.

N'oubliez pas cela !

La Bible n'ajoute pas : « A moins que vous portiez un uniforme. »

Non ! un assassinat est un assassinat, qu'il soit commis sous la chaleur de la colère sur quelqu'un qui aurait fait tort à une personne aimée, ou par des pioupious en kaki armés de fusils.

Enfants, n'assassinez pas !

Agissez en homme ! Agissez en frère ! Agissez en être humain !

La propriété peut être remplacée. Jamais la vie humaine !

La classe riche oisive qui vous possède et vous commande nous possède et nous commande aussi. Elle et ses amis possèdent la terre et les moyens d'existence de la Grande-Bretagne.

Vous n'avez rien. Nous n'avons rien.

Quand nous regimbons, on vous ordonne de nous assassiner.

Quand vous regimbez, vous subissez le conseil de guerre et la prison.

Vous êtes sortis de nos flancs, de nos vies, de nos demeures.

Ne couvrez pas d'opprobre vos parents et votre vie, en restant plus longtemps les jouets volontaires de la classe maîtresse.

Comme nous, vous êtes de la classe esclave. Quand nous nous élevons, vous vous élevez ; quand nous tombons, même sous vos balles, vous tombez aussi.

L'Angleterre, avec ses vallées et ses vallons fertiles, ses sources minérales, ses richesses marines, est un héritage que les siècles nous transmettent.

Vous êtes sans doute entrés dans l'armée à cause de votre pauvreté.

Nous travaillons de longues heures à un dur labeur, pour de maigres salaires. Et votre pauvreté, comme la nôtre,

viennent de ce fait que l'Angleterre, avec ses ressources, n'appartient qu'à quelques individus. Ceux-là, possédant l'Angleterre, tiennent notre travail. Possédant notre travail, ils tiennent nos vies mêmes.

Camarades, aurons-nous fait en vain appel à vous ? Pensez à ces choses et refusez d'être plus longtemps les assassins de vos frères. Aidez-nous à reconquérir l'Angleterre pour les Anglais, et le monde pour les travailleurs !

La Vie ouvrière, 5 avril 1912[1].

8. Catalogne 1936-1937

Avec l'expérience de la Catalogne la participation au pouvoir d'un mouvement syndicaliste révolutionnaire est unique dans l'histoire, si l'on considère que Makhno, en Ukraine, pris entre les blancs et les bolchevistes pendant la guerre civile russe, n'eut jamais la situation assise qui permet les réformes profondes. La Fédération anarchiste ibérique et la Confédération nationale du Travail soutinrent le gouvernement espagnol et eurent une participation importante au gouvernement catalan. Corrélativement, le mouvement anarchiste français retrouva un peu de vie pendant la guerre d'Espagne.

I. Article du quotidien anarcho-syndicaliste madrilène *C.N.T.* sur la question agraire.

Le ministère espagnol de l'Agriculture a promulgué un décret, suivant lequel toutes les terres appartenant à des personnes compromises dans le mouvement fasciste doivent être étatisées. Comme tant de fois déjà, l'État suit en boitant les faits sociaux. Les ouvriers agricoles espagnols n'ont pas attendu la solution par décret de cet important problème.

1. Ce « Don't Shoot » fut d'abord publié dans le *Irish Worker* et réimprimé dans le premier numéro de *The Syndicalist* en 1912.

Ils ont précédé le gouvernement et partout où le putsch fasciste a été abattu, mais aussi là où il n'avait pas éclaté, ils ont occupé les terres et ont fait la révolution à la base. Les travailleurs agricoles donnent les preuves d'une compréhension claire des nécessités du problème agraire, ils sont mieux orientés que l'État. Sans aucune différenciation, ils exproprièrent *tous les grands propriétaires fonciers.* La justice sociale, la nécessité d'en finir avec le féodalisme en Espagne, les ont conduits dans cette voie. La socialisation de la terre par les ouvriers eux-mêmes est la seule solution viable. Si la socialisation de la terre ne s'était étendue qu'aux putschistes à punir, cela n'aurait nullement abouti à la liquidation des problèmes agraires.

Les pouvoirs publics doivent comprendre que le 19 juillet a brisé définitivement la continuité de la légalité démocratique. Les privilèges de l'ancien ordre social sont prescrits, une nouvelle vie germe. Les Syndicats des Ouvriers agricoles ont collectivisé la terre et la production, et voici que le gouvernement déclare que la terre doit être expropriée en faveur de l'État. Cela constitue une méconnaissance de la volonté révolutionnaire des masses. En Catalogne et dans le Levant ont eu lieu déjà des congrès de syndicats agricoles. Des conférences régionales de tels syndicats se sont tenues dans d'autres districts de l'Espagne, même dans la Castille sociale-démocrate. Dans plusieurs de ces conférences, l'U.G.T. socialiste fut représentée parce qu'elle aussi perçoit clairement la nécessité du moment. Toujours le mot d'ordre se fit entendre : *Socialisation de la terre par et pour les travailleurs ! Socialisation et non étatisation ! Prise en charge de la production par les organisations de classe des ouvriers !* C'est là le but final logique du mouvement ouvrier, de la C.N.T. comme de l'U.G.T. Si on le repoussait, il ne vaudrait même pas la peine d'édifier des syndicats. Or, les organisations ouvrières ont le but d'administrer la production. Le moment est venu de faire preuve de leurs capacités. Les syndicats portent toute la responsabilité de la reconstruction sociale, les gouvernants devraient le comprendre.

La révolution a créé ses propres organes d'expression.

Ces organes reflètent les nécessités de la lutte et de la reconstruction. Toute étape historique a ses formes d'expression propres, trouvant les institutions correspondantes à ses besoins. Il s'agit de reconnaître la direction dans laquelle le peuple avance pour modeler les destinées de la nouvelle Espagne. L'État doit reconnaître ce qui se fait sur les terres espagnoles. Si les organisations des ouvriers agricoles socialisent la terre et la production, il n'a qu'à sanctionner cette mesure.

II. Discours du dirigeant Juan Lopez au meeting tenu a Sueca en octobre 1936.

Nous avons à réaliser quelque chose qui devra servir d'exemple à toutes les révolutions et que seuls les travailleurs espagnols pourront montrer au monde. C'est de changer la société en *évitant la dictature,* qu'elle vienne d'un seul parti ou de tous les partis réunis formant le bloc des forces antifascistes. Au cours de trois mois de mouvement antifasciste armé et de travail révolutionnaire à l'arrière-garde, les régions de l'Espagne ont accompli leur renaissance à une nouvelle vie autonome. Le pouvoir central avec ses organes a fait place politiquement et économiquement à une Espagne fédéraliste. Au moment critique, il y a trois mois, il n'existait plus de gouvernement. Toutes les articulations de l'État étaient brisées, aucun de ses organes capitalistes ne fonctionnait plus. A cette époque, toute l'organisation politique et économique du vieux régime reçut le coup de grâce. Mais l'Espagne continua à vivre ; ses villes et ses villages, ses régions vivaient et s'exprimaient sans avoir le moins du monde besoin des organes de l'État, ni des directives du gouvernement central qui était tombé en poussière devant la révolte militaire fasciste.

Les représentants du vieux régime, camouflés dans toutes les organisations politiques et même dans le gouvernement, sont intéressés à présent à recoller les morceaux cassés, à faire fonctionner à nouveau ses organes étatiques, à recréer un nouvel État centraliste espagnol.

Là réside le danger immédiat d'une dictature. Nous sommes en face d'une lutte entre la jeune force de vie et le régime mourant qui essaie de prolonger son agonie. Faute de pouvoir y parvenir par la persuasion et par l'entretien de l'illusion démocratique, ce régime, tôt ou tard, est obligé d'en appeler à la violence et même à la terreur. Notre tâche, au moment présent, est de reconnaître les réalités de la révolution espagnole et de faire front contre le danger, non par un flux de belles paroles, mais par une organisation parfaitement souple, un rassemblement harmonieux de toutes les forces antifascistes. Il faut éviter la dictature parce que celle-ci ne peut qu'étouffer le caractère spécifique de la révolution espagnole.

Les Cahiers de Terre libre, année II, numéro 1, mars 1937.